

Le Ministre de Suisse

Paris, le 22 avril 1948.

RAPPORT N° 6

CONFIDENTIEL

Monsieur le Conseiller fédéral,

Monsieur Zutter vous aura relaté que l'Am-
bassadeur des Etats-Unis, à l'occasion d'un dîner chez un
de nos collègues, s'était prononcé, à l'égard de la Suisse,
en des termes violents, en déclarant entre autre que, si
nous voulions vivre en-dehors du temps et de la réalité, ce
ne seront pas les Etats-Unis qui s'intéresseront à notre
sort futur.

J'étais enclin à attribuer l'intensité et la
vivacité du mode d'expression de Mr. Caffery aux vins
généreux qu'il avait absorbés au cours de la soirée.

Cependant, mon collègue italien vient de me dire
de façon strictement confidentielle qu'il avait reçu un
rapport du représentant de son propre pays à Washington,
dans lequel celui-ci disait qu'il y a une dizaine de jours,
"l'irritation au State Department à l'égard de la Suisse
était devenue inquiétante". Il ajouta: "Vous trouverez,
peut-être, des Américains individuellement qui comprendront
votre neutralité, mais les Américains et le Gouvernement des
Etats-Unis ne la comprendront jamais".

D'abord, l'on admet à Washington qu'en cas de
conflit la Russie ne respectera pas la situation spéciale
de la Suisse ou ne la respectera que passagèrement, pour
des buts purement tactiques.

D'une façon générale on peut dire que les
Américains agissent maintenant d'après la parole de

Monsieur le Conseiller fédéral Max P E T I T P I E R R E

Chef du Département Politique

B E R N E



l'Évangile: "Qui n'est pas pour nous est contre nous".

D'après une source de première qualité, M. Bidault, au dernier Conseil des Ministres, a exposé à ses collègues la nécessité de faire auprès des États-Unis une démarche tendant à les inciter à une politique un peu plus prudente à l'égard de la grande puissance de l'est. En effet, le Gouvernement français estime que l'Amérique ne serait pas prête en ce moment pour affronter un conflit avec toutes ses conséquences qui frapperaient l'Europe continentale de la façon la plus dure. Des conversations dans le même sens et en vue d'obtenir une action conjointe ont eu lieu entre Paris et Rome. L'Amérique commence à formuler auprès du Gouvernement de Paris beaucoup de demandes pressantes relatives à la préparation immédiate en vue d'une action militaire possible. Jusqu'à présent il n'y a que le permis accordé à un nombre important de forteresses volantes de traverser l'espace aérien français qui eut été porté à la connaissance du public. Il y en a d'autres dans le domaine naval.

Le Gouvernement britannique agit avec une prudence extrême dans un sens qui pourrait sembler, sur le plan le plus immédiat, correspondre aux tendances de pacification et de détente. Mais en réalité les choses semblent être plus compliquées:

On a parlé dans certains milieux de Londres de la possibilité d'une neutralité anglaise en cas de conflit; l'Angleterre qui, durant la deuxième guerre mondiale, a beaucoup perdu de sa puissance et de ses moyens d'action, ne pourrait-elle pas concevoir un conflit entre les deux premières puissances de l'époque, qui les affaiblirait l'une et l'autre et où elle pourrait jouer, un moment donné, un rôle d'arbitre. En dehors

de cette considération il est, par contre, tout à fait évident qu'une guerre américano-russe pourrait, d'une façon très immédiate, devenir mortellement dangereuse pour les Iles britanniques. Il y a donc dans l'attitude du Gouvernement de Mr. Bevin, d'une part, un souci de sécurité immédiat mais aussi, de façon à la fois cachée et audacieuse, une espérance de voir les deux colosses russe et américain s'anéantir mutuellement, avec laquelle on se familiarise par instants. A la Conférence Marshall il était très net que, si les Américains ont réagi avec beaucoup de mauvaise humeur devant ce qu'ils appelaient "nos hésitations", les Anglais, loin de nous soutenir, nous approuvaient dans la coulisse et, je dirais presque, nous encourageaient, parce que nous pouvions dire, ou nous avons osé dire, certaines choses que leur situation économique et une certaine dépendance du dollar ne leur permettait pas d'exprimer eux-mêmes.

J'ai vu aujourd'hui un diplomate hongrois revenant des Etats-Unis. Il caractérisait la situation dans ce pays à l'égard de la possibilité d'un conflit international de la façon suivante:

"Le groupe", disait-il, "qui dirige actuellement, désire la guerre et il est dans la peur de la perte de temps; la population, jusqu'à l'homme dans la rue, est profondément irritée contre les Russes et l'on peut entendre constamment et dans tous les milieux des propos comme "ils sont pires que les nazis!". Mais l'Amérique fera tout pour ne pas commencer. Elle provoquera, elle plantera partout des drapeaux américains sans défense, sans couverture réelles. Elle laissera les "incidents" s'accumuler, elle agira comme le fit au début de la guerre de sécession le Nord à l'égard du Sud sur lequel l'on réussit à rejeter les responsabilités, elle

- 4 -

agira comme elle le fit dans le cas du "Maine" au début de la guerre hispano-américaine et encore comme le fit le Président Roosevelt dans la deuxième guerre mondiale que l'Amérique a terminé victorieusement. Il y aura toujours un "Lusitania" et il y aura un nouveau "Pearl Harbour".

Il ajouta:

"Le vote de la Maison des Représentants à l'égard de l'Espagne semblerait indiquer que l'Amérique compte défendre la ligne des Pyrénées."

Et mon interlocuteur conclut: "Je suis très frappé par le fait que tous les militaires avec lesquels j'ai eu l'occasion de parler comptent beaucoup sur l'armée suisse."

Je disais avant-hier à l'Ambassadeur du Canada, qui parlait de la nécessité "d'en finir", que c'était regrettable que l'Etat-Major américain ne semblait pas comprendre la signification considérable que la neutralité suisse avait eue au cours de toutes les guerres européennes depuis le 17ème siècle; qu'il vaudrait la peine que ce fait soit étudié et approfondi, que notre neutralité n'était pas, comme on le croyait si souvent, une sauvegarde égoïste, mais un devoir vis-à-vis de la collectivité européenne qui nous était imposé. Ce ne serait pas inutile, me semble-t-il, si les Français ou les Italiens pouvaient, à l'occasion, fournir au State Department et à l'Etat Major américain quelques éclaircissements dans ce même sens.

(Je voudrais souligner combien il paraît regrettable que le poste d'Attaché Militaire en France de notre pays soit toujours vacant. En mon absence, M. Rezzonico a fait des démarches pour demander l'agrément

- 5 -

pour le Colonel de Blonay, il y a de cela bientôt quatre semaines.)

La tournure qu'ont pris nos entretiens sur les nationalisations me paraît-être en relation avec l'insuccès complet des conversations franco-suissees concernant le Plan Snyder.

En effet, à tout instant l'on peut entendre dire par des Français: "Vous n'êtes pas en odeur de sainteté auprès des Américains etc." et le sentiment que Washington approuve actuellement des méthodes vives et un peu cavalières à notre égard n'est pas sans influencer les procédés français. Tout cela peut être passager.

J'ai pris rendez-vous avec différentes personnalités au cours de la semaine prochaine pour pouvoir faire un tour d'horizon et j'espère avoir l'occasion de m'entretenir avec M. Schumann.

Je ne manquerai pas de vous aviser des résultats d'informations que j'aurai été à même d'obtenir.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

A. Burkhardt